

RÉPONSE DE CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE À LA CONSULTATION PU-BLIQUE 2023-08 DU 12 OCTOBRE 2023 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL DE GRDF

Résumé de la position CdA France :

CdA France tient à souligner l'intérêt du rapport de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050 dans un contexte d'atteinte de neutralité carbone. Nous nous félicitons de la reconnaissance du rôle des infrastructures gaz dans le système énergétique français à moyen et long-terme. Aussi et de façon générale, CdA France ne comprend pas l'arbitrage à ce stade sur les dépenses d'investissement de GRDF. Le volume de dépenses envisagé ne permettra pas de répondre aux futurs objectifs d'au moins 50 TWh de biométhane injecté dans les réseaux d'ici 2030 tels qu'évoqués par les pouvoirs publics récemment. La réflexion dans l'épure de la PPE actuelle fausse les évolutions nécessaires en termes d'investissement, que ce soit pour l'adaptation des réseaux de distribution, ou en matière de dépenses de R&D. Dans cette même logique, la mise en place d'un mécanisme d'incitation à la priorisation des investissements, risque de limiter l'accès des projets de biométhane au raccordement. Ce mécanisme est selon nous, contraire à l'esprit du droit à l'injection.

Enfin CdA France est opposée aux propositions visant à faire évoluer le montant du timbre d'injection. Nous considérons que l'introduction de 3 timbres d'injection différents dans l'ATRD6 a amené de la complexité et de l'iniquité. L'augmentation sans préavis du montant des timbres d'injection n'est pas envisageable à si court terme.

Sujet 1 : évolution des capacités données à GRDF de financer des projets d'investissements et de R&D

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

CdA France est favorable au maintien du mécanisme d'incitation sur les coûts unitaires d'investissement dans les réseaux mais demande à ce que la méthodologie de calcul de ce mécanisme ne remette pas en cause la capacité du gestionnaire de réseaux à investir pour

le raccordement des projets de biométhane. C'est pour cela que CdA France est défavorable à l'orientation préliminaire qui vise à l'introduction d'un mécanisme d'incitation à la priorisation des investissements.

Pénaliser le gestionnaire de réseaux pour le dépassement de l'enveloppe prévue dans le cadre de l'ATRD7 risque de pénaliser les porteurs de projets d'injection de biométhane. Alors que l'atteinte de la neutralité carbone est une nécessité et que les objectifs de décarbonation de la consommation de gaz seront atteints en partie, grâce à la production de gaz renouvelables, il est au contraire important que la filière puisse bénéficier d'un accès rapide et simple au réseau.

CdA France s'interroge sur les critères qui pourront prévaloir dans le raccordement des projets si le montant des investissements autorisé dépasse l'enveloppe allouée par la CRE. Les dépenses d'investissement dans les gaz renouvelables ne peuvent pas être en concurrence avec des dépenses liées à la sécurité du réseau ou aux exigences des concédants. L'enveloppe demandée par GRDF pour le raccordement des projets de biométhane en vue de l'atteinte de l'objectif d'un minimum de 50 TWh en 2030 doit être accordée. Enfin, la proposition de la CRE est difficilement compréhensible au regard du rapport sur l'avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050 dans un contexte d'atteinte de neutralité carbone

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

CdA France est opposée à la limitation des investissements en matière de recherche et développement envisagée par la CRE.

La filière gaz renouvelables est une filière composée de producteurs de plus ou moins grande taille, pour un grand nombre agriculteurs qui n'ont pas tous les ressources, ni les capacités de coordination, pour réaliser des études nécessaires à l'optimisation du process de production de gaz renouvelables ou à l'analyse des impacts environnementaux, sociétaux ou économiques de la production. Or les études menées depuis 2018 ont permis d'objectiver les externalités de la méthanisation dans les territoires. Ces études sont indispensables non seulement pour la compétitivité des exploitations mais également pour favoriser l'acceptabilité de ces projets de territoires qui favorisent l'économie circulaire. Ces études ont pu porté sur des sujets divers comme les CIVE et le digestat d'un point de vue agronomique, le bioCO2, les émissions fugitives et l'ACV du biométhane d'un point de vue procédé industriel.

GRDF par sa position centrale de gestionnaire de réseau doit pouvoir continuer à catalyser les ressources nécessaires en termes de recherche et de développement aux côtés des parties prenantes de la filière.

Il est donc primordial que le montant des investissements nécessaire au développement des filières de production de gaz renouvelables, qui ne représente d'ailleurs que 0,6 % de son chiffre d'affaires soit maintenu.

Sujet 2 : évolution du timbre d'injection de biométhane

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

CdA France est favorable à l'extension du timbre d'injection à toutes les installations d'injection raccordées au réseau.

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

CdA France est **opposée à la hausse du niveau des timbres d'injection**. Le mécanisme des timbres d'injection nous paraît trop complexe, caractérisée notamment par une difficulté à anticiper les recettes.

Relever le timbre d'injection sous prétexte que les recettes attendues n'ont pas été à la hauteur des prévisions méconnaît le fonctionnement des installations de méthanisation. En effet, leurs OPEX ont été calculés en tenant compte des niveaux actuels du timbre et n'ont pas pu anticiper ce relèvement dans leur business plan. Cette augmentation va grever la rentabilité des installations qui comme toutes les entreprises françaises ont subi de plein fouet les impacts de l'augmentation de l'inflation et des coûts de l'énergie. La réévaluation récente des conditions tarifaires pour prendre en compte ces impacts ne doit pas être amputée de ce nouveau coût financier dont la hausse viendrait s'ajouter aux coûts de l'évolution de la réglementation ICPE. Le coût du nouveau niveau de timbre représenterait plusieurs centaines de milliers d'euros pour les exploitations en fonctionnement (entre 100 et 400 k€ sur 15 ans selon les types d'exploitations).

Par ailleurs, le timbre d'injection n'est en aucun cas, un signal de localisation des projets. Les projets sont des projets de territoire qui choisissent leur implantation selon différents critères (proximité du réseau, proximité de l'exploitation agricole et desserte, éloignement des riverains, qualité du sol etc..). L'accès au réseau est bien sûr un critère important mais il est totalement indépendant de la volonté des exploitants et l'emplacement définitif d'une installation de méthanisation est le résultat d'un compromis entre ces différentes variables.

La nouvelle structure du timbre d'injection qui intégrerait un terme capacitaire et des niveaux de timbre en fonction des différents stades de vie de l'installation (augmentation de capacité d'injection) rend encore moins lisible la couverture des coûts des opérateurs. Enfin, rehausser le montant du timbre d'injection de 160% dès le 1^{er} juillet 2024 alors qu'il n'est pas intégré dans les tarifs d'achats est brutal.

CdA France propose que le timbre d'injection soit un tarif unique, péréqué sur l'ensemble des producteurs et destiné à évoluer dans le cadre d'une révision tarifaire du guichet ouvert.